



L'Autonomisation de la femme : survol théorique sur la complexité et la mesure du concept, AIFA, E. ¹ et DOGNON, Y. ²

1. Maître Assistant – CRECI – Université de Parakou (UP), Bénin, emileaifa@yahoo.fr.

2. Assistant - Université Africaine de Développement Coopératif (UADC), Benin, dognonyv@yahoo.fr.

Date de soumission : 20/08/2022

Date d'acceptation : 17/10/2022

Résumé :

L'autonomisation des femmes demeure une condition essentielle pour parvenir à la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Ce concept suscite depuis des décennies l'intérêt des institutions et du monde scientifique eu égard à la situation préoccupante des femmes dans le monde en général et en Afrique en particulier, qui les empêche de mener le genre de vie qu'elles souhaitent (Sen, 1995 ; UN, 1996 ; Blackden et Bhanu, 1999 ; BM, ACDI, UNIFEM, 2000 ; etc).

Pour connaître les effets des initiatives et les progrès vers l'amélioration de leur statut, la mesure de l'autonomisation des femmes a fait l'objet de plusieurs écrits et études avec une grande diversité dans les approches. Par une revue exploratoire théorique de la littérature, ce papier tente de répondre à la principale question suivante : quelles sont les approches méthodologiques adoptées pour mesurer l'autonomisation des femmes ?

Les résultats montrent le caractère polysémique et multidimensionnel du concept qui le rend complexe, difficile à définir et à mesurer. Sa mesure se trouve confrontée aux défis auxquels font face les auteurs qui adoptent des méthodes variées et développent des indicateurs à cet effet.

Mots- clés : Autonomisation – femme – indicateur – mesure.

Women's Empowerment: Theoretical Overview of the Concept's Complexity and Measurement

Abstract:

The Women's empowerment remains an essential condition for achieving the achievement of the Sustainable Development Goals. This concept has for decades aroused the interest of institutions and the scientific world in view of the women worrying situation in the world in general and in Africa in particular, which prevents them from leading the kind of life they want (Sen, 1995; UN, 1996; Blackden and Bhanu, 1999; ACDI, UNIFEM, 2000; etc).

To know the effects of the initiatives and the progress towards improving their status, the measurement of the women's empowerment has been the subject of several writings and studies with a great diversity in the approaches. Through a theoretical exploratory review of the literature, this paper attempts to answer the following main question: what are the methodological approaches adopted to measure women's empowerment?

The results show the polysemous and multidimensional character of the concept which makes it complex, difficult to define and to measure. Its measurement is faced with the challenges faced by authors who adopt various methods and develop indicators for this purpose.

Key words: Empowerment – woman – indicators – measurement.

Introduction :

Perçue comme l'une des stratégies de lutte contre la pauvreté, l'autonomisation des femmes est apparue depuis quelques années et sujet d'intérêt grandissant. Ainsi, le terme : « *women empowerment* », traduit en français par « autonomisation des femmes » est considéré suivant une diversité d'approches. Énoncé au troisième rang des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) lancé par l'ONU en septembre 2000 - « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » -, le concept d'autonomisation demeure d'actualité et fait l'objet d'une littérature relativement abondante. D'ailleurs, l'autonomisation des femmes constitue une condition essentielle pour la réalisation des Objectifs de Développement Durables (ODD), un concept devenu l'une des thématiques les plus importantes de politiques publiques et internationales et donc omniprésent dans les travaux de développement (Ahnach et Rachidi, 2022).

Selon les institutions, acteurs du développement et chercheurs, il existe une diversité d'approches et une pluralité de conceptualisation de l'autonomisation (Djodjo, 2021). C'est ainsi que Upadhyay et Karasek (2013, p. 10) ont fait constater que le concept d'autonomisation embrasse de nombreuses dimensions donnant lieu à un large éventail conceptuel qui le rend complexe. « Utilisé dans des contextes différents et dans plusieurs champs, le concept est ainsi multidimensionnel et multidisciplinaire » (Upadhyay et Karasek, 2013). La difficulté d'appréhension de l'autonomisation des femmes en particulier et la diversité de ses manifestations expliquent sans doute la pluralité d'approches pour la mesurer. Elle s'avère difficile à mesurer avec constance (Upadhyay et Karasek, 2013) au regard de nombreux défis qui se posent. C'est ce qui justifie la principale question suivante que pose la présente étude : quelles sont les approches méthodologiques adoptées pour mesurer l'autonomisation des femmes ?

Pour répondre à cette question, ce papier cherche à lever une voile sur la complexité du concept de l'autonomisation ainsi que sur les stratégies pour la mesurer. Son intérêt est de rendre compte de l'état de la recherche sur les différentes approches de la mesure de l'autonomisation des femmes. En conséquence, la démarche méthodologique adoptée est axée sur une revue exploratoire théorique de la littérature pour permettre l'identification des connaissances existantes pertinentes sur le concept d'autonomisation des femmes dans toutes ses considérations, ainsi que sur les approches de mesure. Les informations collectées ont été systématiquement résumées en fonction des différentes thématiques d'intérêt. Au titre des sources d'information consultées, il y avait les sites et documents des institutions et organismes nationaux et internationaux, les revues scientifiques, les rapports de recherche, les articles, les thèses, etc.

Ainsi, le présent article est subdivisé en quatre parties. La première expose l'autonomisation dans sa diversité de définition. La seconde présente les arguments qui rendent l'autonomisation des femmes complexe. La troisième décrit les approches et stratégies développées dans la littérature face aux défis de la mesure de l'autonomisation.

1. Autonomisation des femmes : une diversité de définition

La documentation relative à l'autonomisation des femmes définit et conceptualise la notion d'autonomisation selon différentes approches terminologiques souvent interchangeables de « promotion », « émancipation », « agency » et autres (Dyson et Moore, 1983). Né des travaux de Freire dans les années 60, le concept a évolué dans le temps et est difficile à cerner parce qu'il est abstrait et sujet à de nombreuses interprétations (McNelly et McCord, 2001). Comme le fait observé Dominguez (2005), chaque auteur oriente le sens donné à son explication en fonction de certaines caractéristiques sur lesquelles il choisit de mettre l'emphasis plutôt que sur d'autres. Selon le dictionnaire en ligne, Dicolink et de façon simpliste, l'autonomisation peut être appréhendée comme un processus permettant à une personne ou une organisation de se doter des moyens nécessaires à son autonomie. L'autonomisation de la femme fait donc référence à son autonomie.

L'ONU dans son rapport sur le développement Humain en 1995, a indiqué l'importance de la notion de participation et souligné que les gens doivent participer pleinement aux décisions et aux processus qui façonnent leur vie mais en même temps, promouvoir une vision plutôt instrumentaliste de responsabilisation. Pour la Banque Mondiale (BM), l'autonomisation signifie que « ... les pauvres disposent de moyens d'influer sur les institutions d'Etats qui jouent un rôle dans leur existence en participant à la vie politique et aux processus de décision locaux » (Kanbur et al., 2000). En élargissant cette définition, la BM considère qu'au-delà de l'accroissement des avoirs et capacités individuels et collectifs des pauvres, l'autonomisation est « le processus de renforcement de la capacité des individus ou des groupes à faire des choix volontaires et à transformer ces choix en actions et résultats désirés » (Alsop et al., 2006). Quant à Nelson et al. (2001), l'autonomisation est un concept davantage individualisé : soit l'émancipation, comme une force qui permet aux femmes (et à d'autres personnes marginalisées) de s'aventurer au-delà des barrières traditionnelles, d'acquérir de nouvelles compétences, de décider et d'agir (Nelson et al., 2001, p. 8-9).

La définition de Mayoux (1999) met plutôt en évidence la notion de pouvoir : l'autonomisation est perçue comme un processus multidimensionnel. Elle opère à des niveaux différents et interdépendants et se fonde sur une analyse des relations de pouvoir (Mayoux, 1999 : 9). Comme le détermine Rowlands (1995), le pouvoir prend trois formes : « le pouvoir intérieur », « le pouvoir sur » et « le pouvoir de », auxquelles le courant féministe a ajouté la quatrième forme : « le

pouvoir avec ». Le premier renvoie à la prise de conscience individuelle des rapports de pouvoir dans sa propre vie. Il correspond à la perception de la personne de soi-même en termes d'estime de soi, de confiance en soi et de respect de soi. La deuxième renvoie au phénomène de domination que peut exercer une personne ou un groupe de personnes sur autrui. La troisième fait référence à la capacité de faire des choix dans sa propre vie. Les choix doivent être faits en pleine conscience (Kabeer, 2005). La quatrième est en relation avec le pouvoir politique et social. Elle désigne la capacité de s'organiser et de faire valoir ses revendications (Biewener et Bacqué, 2011).

Quant à Antrobus (1989), il s'attarde dans sa définition sur les structures de subordination de genre : l'autonomisation est (...) un processus qui permet à une femme impuissante de développer l'autonomie, la maîtrise de soi et la confiance et, avec un groupe de femmes et d'hommes, un sentiment d'influence collective sur des conditions sociales oppressives. Elle soutient que lorsque les femmes commencent à comprendre l'oppression de genre, s'organisent pour changer les façons dont différentes institutions sanctionnent et facilitent leur traitement en tant que citoyennes de seconde classe, leur autonomisation peut se produire au niveau individuel (...)¹.

Kabeer (1999, 2001) explore plutôt le concept par le biais de dimensions d'autonomisation dans l'exercice de choix stratégiques : (...) les processus par lesquels ceux à qui on a refusé la capacité de faire des choix acquièrent une telle capacité » (Kabeer, 1999 : 2), « l'expansion de la capacité des gens à faire des choix de vie stratégiques dans un contexte où cette capacité leur était auparavant refusée (Kabeer, 2001, p. 18). Cette notion de choix a été reprise par Reeves et Baden (2000). Pour l'auteur, l'autonomisation est la capacité à faire des choix, mais cela doit aussi impliquer d'être capable de façonner les choix proposés (Reeves et Baden, 2000, p. 35).

Sur les traces de ces prédécesseurs, Samman et Santos (2009) considère l'autonomisation comme le processus par lequel les individus acquièrent, après résistance ou contraintes le pouvoir sous diverses formes. Elles peuvent avoir trait à l'habileté de créer de nouvelles possibilités, au pouvoir de devenir un acteur principal dans un groupe, au pouvoir de reconnaissance et de respect de soi, etc. Ainsi, Alsop et Heinsohn (2005) qualifient les individus et les groupes d'autonomisés lorsqu'ils « possèdent la capacité de faire des choix effectifs : c'est-à-dire de transformer ces choix en actions et en résultats désirés ».

C'est dans ce sens que (Djodjo, 2021) conclut que l'autonomisation est le processus par lequel les gens acquièrent le pouvoir, l'habileté de créer de nouvelles possibilités, le pouvoir d'être acteur dans un groupe, de reconnaissance de soi ou de réalisation de soi.

¹ Rapport sur le développement humain (1995) cité par Oxaal et Baden (1997 : 2)

Bien d'autres auteurs abordent le concept d'autonomisation sur plusieurs angles et considérations (Rowlands, 1998 ; Malhotra et al., 2002 ; Cheston et al., 2002 ; MkNelly et McCord, 2001 ; Bisnath et Elson, 1999 ; Rowlands 1995 ; Oxaal and Baden 1997 ; Malhotra et al., 2002 ; Cheston et Kuhn, 2002).

L'examen des définitions de l'autonomisation révèle à la fois la diversité et les points communs (Narayan 2002, p. 10). Ils se rapportent (i) à différentes formes d'autonomisation : la forme individuelle et la collective de l'autonomisation auxquelles font référence les auteurs (UN, 2001). Alors que l'autonomisation individuelle renvoie à des transformations par rapport à un seul individu, l'autonomisation collectif renvoie à des changements et des renégociations de structures de genre dans la sphère publique. Ces deux formes se révèlent à la fois complémentaires et nécessaires malgré une concentration d'une grande partie de la littérature sur le développement sur la forme individuelle (Oxaal et Baden, 1997 ; Bisnath et Elson, 1999). En outre, une troisième forme d'autonomisation dans le modèle de Rowlands (1998, p.22) : « in close relationships » est caractérisée en termes des leurs relations personnelles les plus étroites des femmes, en particulier avec les maris et les membres de la famille immédiate. (ii) Le concept d'autonomisation se définit également par les auteurs en fonction d'un contexte particulier (Malhotra et al., 2002; Cheston et al., 2002; Nelson et al. , 2001; MkNelly et McCord, 2001; Mayoux, 1999).

La définition du concept d'autonomisation « varie en fonction de la culture » (Nelson et al. 2001, p. 8-9), parce que qu'elle conditionne les attentes par rapport au rôle de genre (ACDI, 2001 : 2). (iii) Comme le décrivent plusieurs auteurs, l'autonomisation est un processus (Kabeer, 2001 ; Bisnath et Elson, 1999 ; Rowlands 1995 ; Oxaal and Baden 1997 ; Malhotra et al., 2002 ; Cheston et Kuhn, 2002) et à la fois un but (Malhotra et al., 2002 ; UN, 2001 ; Bisnath et Elson, 1999). Ainsi, la notion de processus, émergeant de la littérature théorique, est de plus en plus intégrée dans les études empiriques (Malhotra et coll., 2002).

Les différents travaux ont cherché à développer « une compréhension globale de l'autonomisation en décomposant le processus en dimensions » (Malhotra et coll., 2002 : 7). La définition qui fait l'humanité au sein de la littérature est celle de Kabeer (1999, 2001) avec trois dimensions : Il s'agit des dimensions ressources, la fonction d'agent actif et les réalisations. Pour Kabeer (1999, 2001), l'autonomisation peut s'expliquer par un changement et une amélioration de la dimension « Ressource ». Cette dimension fait référence à l'ensemble des conditions dans lesquels les choix sont faits.

L'autonomisation s'explique également par une transformation interne qui permet aux femmes de « définir l'intérêt personnel et le choix et se considérer comme non seulement capable, mais aussi avoir le droit de faire des choix (Malhotra et al., 2002 : 2) : Fonction d'agent actif. En outre,

elle exprime le potentiel et les possibilités que les femmes ont de mener le genre de vie qu'elles souhaitent : Réalisations ou « accomplissements ». Enfin, Ahnach et Rachid (2022) se basant sur ces perceptions, appréhendent l'autonomisation comme un processus de changement qui vise l'acquisition du pouvoir et le renforcement des capacités des individus ou des groupes pour contrôler leurs ressources et les transformer en actions désirés.

En résumé, l'autonomisation des femmes a une diversité de définition et difficile à cerner eu égard également à son caractère contextuel. Elle pourrait être mise en relation avec le phénomène d'inégalité des genres, étant entendu que les hommes et les femmes sont typiquement inégaux sur différents aspects, et que la nature ou l'étendue de leurs différences peuvent varier d'un domaine à un autre (Mason, 1986). Elle est d'ailleurs multidimensionnelle.

2. Multidimensionnalité et complexité de l'autonomisation

L'autonomisation est multidimensionnelle en raison des relations de pouvoir qui s'opère dans les différentes sphères de la vie et à différents niveaux (Mayoux 2001, p. 9). Elle couvre plusieurs dimensions (Dahoun et al., 2013) qui la rendent complexe à cerner d'autant qu'elle peut être effective dans une dimension pendant qu'elle ne l'est pas dans une autre [Kishor (1995, 2000), (Hashemi et al., 1996), (Malhotra et al., 1997), (Beegle et al., 2001)]. Le caractère multidimensionnel de l'autonomisation s'illustre également par la diversité de ses composantes et les différents niveaux d'agrégation où elle s'observe.

.

2.1 Composantes de l'autonomisation

La nomenclature des composantes de l'autonomisation varie en fonction des auteurs. Cependant, dans la littérature empirique, un certain consensus est fait sur les six composantes de l'autonomisation : économique, socioculturel, politique, légal, interpersonnel et psycho-cognitif (Malhotra et al., 2002).

La composante économique couvre les ressources productives. Au titre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, cinq principaux critères ont été retenus pour caractériser l'autonomie des femmes : le sens de la dignité, le droit de faire et de déterminer ses choix, le droit d'avoir accès aux ressources et aux opportunités, le droit d'avoir le contrôle sur sa propre vie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer, et la capacité d'influencer le changement social afin de créer un ordre économique et social plus juste nationalement et internationalement (PNUD, 2008). De façon résumée, l'on peut donc définir l'autonomisation économique des femmes par la possibilité pour elles d'avoir accès, au cours de l'ensemble des cycles de leur vie, aux ressources économiques (emploi, services et revenu suffisant) pour répondre à leurs besoins, ainsi qu'à ceux des personnes dont elles ont la charge. Dès lors, l'autonomisation donne la possibilité de faire des

choix économiques et d'influencer les structures économiques des sociétés. Pour Pradhan (2003), l'autonomisation des femmes est un changement important de la perspective conventionnelle socio-économique de voir la subordination des femmes comme un manque de mesures socio-économiques et de pouvoir lié à l'éducation, aux revenus ou à l'accès aux ressources.

L'autonomisation économique apparaît donc comme un processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper économiquement. Au Canada, des associations de lutte contre la pauvreté effectuent la promotion de l'autonomisation pour alléger le fardeau social et économique de certains milieux en perte (Le Bossé et al., 2002). Des initiatives sont conçues avec des mesures spécifiques pour responsabiliser les femmes, en leur permettant de se rattraper et d'acquérir les moyens et les capacités de participer à la tradition du développement économique et social (FIDA, 2003). Le renforcement des capacités des femmes par réduction de leur exclusion et de leur marginalisation se veut être également une des mesures pour accroître leur production et leur autonomie (Kouosseu et Mafotsing, 2022).

Les Nations Unies identifient trois dimensions à l'autonomisation économique des femmes qui, chacune, peuvent être améliorées par l'adoption de mesures concrètes. La première dimension est celle des opportunités économiques qui peuvent être favorisées par des actions visant notamment à accroître l'employabilité et l'entrepreneuriat des femmes (Chergui, 2022) tout en favorisant leur accès au secteur financier. La seconde dimension est celle de l'amélioration des statuts légaux et des droits des femmes, en particulier en matière d'accès à la propriété, à la succession et à l'héritage. La troisième dimension concerne la participation et l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels économiques. Cette participation peut être favorisée par l'implantation de mécanismes qui encouragent la présence des femmes dans les instances décisionnelles. Il s'agit, par exemple, de développer des stratégies pour valoriser la nomination de femmes dans les postes de décision du secteur public ou bien d'établir des programmes qui supportent le réseautage des femmes et le développement d'associations d'affaires, ou encore, de promouvoir la place des femmes dans les organisations syndicales. Par ailleurs, l'inclusion d'un plus grand nombre de femmes dans les parlements nationaux et les gouvernements locaux constitue un moyen d'accroître la voix des femmes dans les processus de décision et de faciliter leur inclusion dans la sphère économique (PNUD, 2008).

• **La composante interpersonnelle** est liée au processus d'autonomisation au sein du ménage et dans les relations entre membres de la famille (Malhotra et al., 2002 ; Rowlands, 1998). Elle y a trait à la participation à la prise de décision domestique, le contrôle des relations sexuelles, la capacité à prendre des décisions liées à la maternité, l'utilisation de la contraception, l'obtention de l'avortement, le choix délibéré de l'époux et du moment du mariage et l'absence de violence sur les femmes. Au niveau communautaire, l'autonomisation dans le domaine

interpersonnelle se réfère aux avancées dans les systèmes de mariage, ou dans les relations entre homme et femmes accordant plus d'autonomie à la femme ainsi qu'aux campagnes locales contre la violence sur les femmes.

• **Au niveau de la composante socioculturelle**, l'autonomisation couvre « une gamme de sous-domaines de l'autonomisation, des systèmes de mariage, les normes concernant la mobilité physique des femmes, le système de soutien social non familial et aux réseaux disponibles pour les femmes » (Maltotra et al., 2002 : 11). L'autonomisation socioculturelle s'exprime par une liberté de mouvement des femmes, une réduction des discriminations contre les filles, un engagement à l'éducation des filles, l'accès des femmes aux moyens modernes de transport, la participation aux groupes extrafamiliaux et aux réseaux sociaux, la levée des normes patriarcales (telles que la préférence du garçon), la représentation des femmes au niveau des mythes et rituels.

• **Aux plans politique et légal**, l'autonomisation renvoie à la notion d'organisation (Stromquist, 1995) et à celle d'institution politique (ACDI, 1997, p. 103). Elle couvre la reconnaissance juridique et constitutionnelle des droits des femmes (Malhotra et al., 2002). Il s'agit aussi bien de la protection légale de leurs droits que de leur représentation et participation au sein des institutions. Ainsi, Stromquist (1995) définit l'autonomisation comme un concept socio-politique comportant quatre aspects - « cognitif, psychologique, politique et économique ». Il résulte des quatre aspects précités que l'autonomisation permet aux femmes de faire des choix, ce qui signifie alors pour elles d'avoir une force relative et un pouvoir de négociation. D'après l'auteur, l'aspect politique comprendrait la capacité à s'organiser et à se mobiliser en vue d'un changement. Par conséquent, un processus d'autonomisation doit inclure non seulement une prise de conscience individuelle, mais aussi une prise de conscience et une action collectives. Pour sa part, Sen (1984) élargit le concept d'autonomisation, en mettant en lumière l'importance de l'« initiative » humaine et la liberté de l'individu pour la réalisation des objectifs de développement. Il cite, au nombre des capacités fonctionnelles de l'être humain, la faculté d'imaginer, de penser et de raisonner, celle d'avoir le contrôle sur l'environnement politique.

S'agissant de l'équité entre les genres, il pense que tout changement positif suppose que les femmes, devenues autonomes et indépendantes sur le plan économique, soient à même de déployer leur « initiative » surtout au plan politique. Il s'entend donc de cette tentative d'explication que l'autonomisation apparaît comme la faculté de participer à la prise de décision, de diriger et de contrôler sa propre vie.

Dans le même ordre d'idée, Yunus (1996) reconnaît que l'autonomisation permet aux femmes de ne plus être à la périphérie mais au centre des situations et des décisions qui façonnent leur existence. Il a, par ailleurs, souligné que l'intégration de la perspective féministe dans le concept

d'autonomisation, impliquait une nouvelle conception à long terme des sociétés, qui serait fondée sur des relations démocratiques.

• **Enfin, la composante psycho-cognitive** représente un amalgame des dimensions psychologiques et cognitifs de Stromquist (1995), du bien-être individuel de Nelson et al., (2002) et de la vision de l'avenir de Schuler et al., (1997). Ce domaine fait aussi référence à la confiance en soi, à l'estime personnelle et au « sense of agency² » de l'individu, soit la réflexion derrière l'action, la conscience collective de la justice, potentiel de mobilisation.

2.2 Niveaux d'agrégation de l'autonomisation

Le caractère multidimensionnel de l'autonomisation s'illustre également par les différents niveaux d'agrégation qui le composent. Ils font référence à la portée du phénomène, de l'individu à l'ensemble de la société (Dominguez, 2005, p.107).

Bien qu'un consensus sur la définition de ces niveaux ne soit fait dans la littérature empirique, les économistes Narayan et al. (2000) et Pitt et Khandker (1998) analysent l'autonomisation en fonction de deux niveaux : micro et macro.

Au niveau micro, l'individu, le ménage et la communauté et ses institutions sont considérés alors que le niveau macro inclut le système des marchés et le système politiques (Malhotra et al., 2002). Les études menées par les sociologues et les démographes circonscrivent le niveau micro à l'individu et au ménage tandis que le niveau macro couvre l'ensemble des autres champs à partir de la communauté (Malhotra et al., 2002). Kabeer (2001, p.27) considère finalement que l'autonomisation reflète des changements à trois niveaux différents : niveaux plus profonds (relations structurelles de classe / caste / genre [... ...]); niveaux intermédiaires (règles institutionnelles et ressources [...]); niveaux immédiats (ressources individuelles, agence et réalisations).

Dans la littérature, il existe un flou empirique au niveau intermédiaire, situé entre l'individu/ménage et l'Etat/Nation, mais les études qui l'analysent sont plutôt rares (Malhotra et al., 2002 ; Miller et Razavi, 1998). Pourtant, ce niveau est non loin d'être négligeable comme le pensent Malhotra et al. (2002)³.

Lorsqu'on se réfère à ces définitions et considérations, le concept d'« autonomisation » semble être plus pertinent pour les groupes marginalisés – les pauvres, les analphabètes, les

² (Rowlands, 1998, p. 23)

³ (...) institutional and normative structures such as family systems, infrastructure, gender ideologies, regional or local market processes, etc. are most likely to affect women's employment. It is often precisely at these intermediary levels that normative changes occur and where programmatic or policy interventions often operate. (Malhotra et al., 2002 : 14).

communautés faibles - et bien sûr, pour les femmes, qui recourent toutes ces catégories. Il s'agit d'un concept dont la définition semble se rapporter plus à la personne d'un individu. En conséquence, définir l'autonomisation et en comprendre la pertinence pour les femmes revient à prendre en considération les variables dont elles jugent de la pertinence. D'ailleurs Kabeer (2001a) souligne que pour mesurer l'autonomisation, il faut disposer d'une définition opérationnelle du concept. Pour y parvenir, les auteurs dans leurs études font face à de nombreux défis qui se posent.

3. Défis et approches de la mesure de l'autonomisation

L'autonomisation des femmes s'avère difficile à mesurer avec constance et même sous définition et conceptualisation claires (Ushma et Karasek, 2013, p.10). Cependant, les études empiriques adoptent des méthodes variées tenant compte des nombreux défis de sa mesure. Ces défis sont d'ordre conceptuel et opérationnel et se rapportent à la nature dynamique, contextuelle, subjective et compartimentale de l'autonomisation.

3.1 Nature dynamique de l'autonomisation

« L'autonomisation implique un changement où par opposition à un état statique, elle est un processus dynamique » (Dominguez, 2005). Mesurer ce processus, signifie d'évaluer des changements dans le temps (Malhotra et al., 2002 ; Kabeer, 2001a). L'autonomisation est par ailleurs un processus à long terme dont l'évaluation ne consiste pas en « un produit final partiel à décider lors d'une réunion du groupe de discussions ou à apprécier dans une évaluation ponctuelle d'impact » (Mayoux, 2001). Elle présente des difficultés à trouver la distance temporelle entre deux points dans le temps comme le suggèrent certains auteurs comme Malhotra et al. (2002) et Nelson et al. (2001). Cependant, les recherches qualitatives procèdent à des entrevues utilisant la narration rétrospective par les femmes, qui permet la comparaison dans le temps des niveaux d'autonomie à partir des indicateurs d'autonomisation.

Par ailleurs, l'élément temporel du processus soulève également un problème de pérennité pour les indicateurs souvent choisis pour mesurer l'autonomisation et dont la pertinence peut varier dans le temps. Néanmoins, l'autonomisation faisant référence à un processus où « des changements dans l'aptitude à opérer un choix, peuvent être renforcés au niveau des trois dimensions⁴ qui composent un choix » (Isabelle, 2001), sa mesure pourra se faire en considérant ces dimensions.

Ainsi, la nature dynamique de l'autonomisation suggère qu'elle soit observée à l'issue d'un processus, processus au cours duquel (i) une modification des ressources socio-économiques et

⁴ Les dimensions « Ressource » ; « Fonction d'agent actif » et « Réalisations »

humaines est enregistrée, (ii) la « fonction d'agent actif » se trouve renforcée et (iii) un changement apparaît dans la manière dont les femmes mènent la vie qu'elles souhaitent en termes de potentiel et possibilités de choix.

3.2 Nature contextuelle de l'autonomisation

Nombre d'études empiriques menées depuis les années 90 ont démontré l'importance fondamentale du contexte aussi bien dans la définition que dans la mesure du concept d'autonomisation. Un défi majeur de la mesure de l'autonomisation est relatif à la contextualisation de la définition du concept de l'autonomisation, puisque les comportements et attitudes qui représentent l'autonomisation dans un contexte donné peuvent avoir une toute autre signification dans un autre contexte (Reeves et Baden, 2000 ; Malhotra et *al.*, 2002). Ainsi que le fait observer Sarr (1998), un cadre d'analyse principalement développé en Occident ne pourrait être utilisé pour étudier le contexte d'un autre pays si « les analyses de genre portent en elles un construit social ».

Face à ce défi, les auteurs ont développé différentes approches méthodologiques pour intégrer la nature contextuelle de l'autonomisation dans son opérationnalisation. L'analyse tient souvent compte du contexte dès le développement des indicateurs. Elle concerne généralement la définition d'« un cadre conceptuel cohérent pour la mesure de l'autonomisation et ses effets, mais pour permettre une certaine flexibilité dans les indicateurs spécifiques utilisés pour décrire les éléments clés de ce cadre dans différents contextes » (Malhotra et *al.*, 2002). D'ailleurs, l'adaptation des indicateurs commence généralement par des méthodes qualitatives et exploratoires (Nelson et *al.*, 2001 ; ACDI, 1997). Une démarche participative est généralement « essentiel à l'établissement de paramètres qui définissent l'autonomisation dans les contextes spécifiques du pays et du projet de développement », reconnaissent Malhotra et *al.*, (2002).

3.3 Nature subjective

Un troisième défi réside dans la nature subjective du concept d'autonomisation. Comme le reconnaissent McNelly et McCord (2001), le processus d'autonomisation peut être observé et exprimé de plusieurs façons. La mesure de l'autonomisation doit donc inclure l'interprétation et la validation des participants elles-mêmes, et non uniquement, celle du chercheur (Kabeer, 2001a ; Malhotra et *al.*, 2002 ; Nelson et *al.*, 2001). En effet, la prise en compte de cette nature subjective dans la mesure de l'autonomisation suggère que les éléments ou variables que compose chaque dimension soient définis ensemble et de manière participative avec les participantes à un programme, par exemple. Pour preuve, Kabeer (2001b) utilise pour ses travaux de recherche des témoignages. Il s'exprime d'ailleurs en ces termes : « Témoignages personnels parce que l'habilitation contient un élément irréductiblement subjectif, mais j'ai cherché à interpréter mes

conclusions sur la base de la compréhension de ce contexte plus large » (Kabeer, 2001b). Mais, comme le soulignent Malhotra et al. (2002), « there is the danger that indicators may be « too » internally defined, reflecting the limited viewpoint of the actors ».

3.4 Compartimentation du processus d'autonomisation

Bisnath et Elson (1999) suggèrent que pour la mesure de l'autonomisation, les études empiriques procèdent par compartimentation. Toutefois, soulignent Dominguez (2005), les composantes ou les indicateurs d'autonomisation génèrent certaines complications (en ce qui concerne la division et l'interprétation), au nombre desquelles les constats suivants sont faits :

- le processus d'autonomisation est un concept difficilement divisible (Malhotra et al. (2002) ;
- les indicateurs développés ne peuvent mesurer seuls l'autonomisation (Oxaal et Baden 1997) ;
- l'interprétation difficile des indicateurs et leurs résultats qui suggèrent la prudence ;
- la mesure difficile du processus d'autonomisation dans un projet (ACDI, 1997 ; Nelson et al., 2001 ; Mayoux, 1999).

Cette dernière remarque consécutive au « processus d'autonomisation dans un projet » a attiré l'attention de certains auteurs comme Nelson et al., (2001) et Dawson (1998) qui faisaient observer que « la mesure en est compliquée en raison du programme d'attribution ».

Malgré ces défis, les auteurs adoptent des méthodes variées et développent des indicateurs ci-après pour mesurer l'autonomisation des femmes.

3.5. Stratégie et indicateurs de mesure de l'autonomisation

Selon Kaber (2001, p.18), « *Quantifying empowerment appears to put the concept on more solid and objectively verifiable grounds* ». Autrement dit, pour mesurer l'autonomisation, il faut disposer d'une définition opérationnelle du concept. Il existe différentes manières de mesurer l'autonomisation, et ce, en fonction du champ d'étude (Malhotra et al., 2002 ; Kabeer, 2001). Ils expliquent que toutes les composantes de l'autonomisation ne s'observent pas aussi facilement à chacun des niveaux d'analyse (Malhotra et al., 2002 : 14). De même, il est possible de mesurer l'autonomisation en observant une relation entre la méthodologie de l'étude et les niveaux d'agrégation analysés. Comme l'explique Malhotra et al. (2002, p.14), la plupart des études qualitatives vont jumeler les niveaux de l'individu et du ménage aux « Structures institutionnelles de niveau méso et conditions normatives » [(Mayoux, 2000) ; (Kabeer, 1997) ; (Hashemi et al., 1996)].

Quant aux études quantitatives, elles explorent tous les niveaux (Malhotra et al., 2002). De plus, les études empiriques considèrent davantage la forme individuelle de (Malhotra et al., 2002). En

fait, la plupart d'elles « Les relations conjugales examinatrices et parfois les relations avec les femmes dans le ménage aussi bien » (Malhotra et al., 2002, p.14).

En ce qui concernant la manière à effectuer la mesure de l'autonomisation proprement dite, les auteurs lient les composantes avec les niveaux d'agrégation par l'entremise d'indicateurs d'autonomisation. Selon Hulme (2000), les indicateurs d'autonomisation mesurent des impacts sociaux. Parce qu'ils sont sensibles aux genres, ils doivent tenir compte à la fois « des changements d'ordre personnel, et des changements socioéconomiques et politiques (ACDI, 1997, p. 46)⁵. Ces indicateurs permettent « les relations conjugales examinatrices et parfois les relations avec les femmes dans le ménage aussi bien » (Oxaal et Baden, 1997, p.20). Selon ces auteurs, il existe plusieurs manières de développer les indicateurs d'autonomisation. Cependant, leur choix doit toujours dépendre de la définition du concept d'autonomisation retenue dans l'étude (ACDI, 1997). D'autres études empiriques révèlent que certains indicateurs intègrent un haut niveau d'agrégation alors que d'autres se limitent à de plus petites unités d'analyse. C'est ainsi que Malhotra et al., (2002) a observé qu'un certain nombre d'indicateurs sont majoritairement utilisés dans les études empiriques comme le montre le tableau N°2 au niveau de l'individu/ménage.

Tableau 1 : Indicateurs d'autonomisation au niveau individu/ménage

Indicateurs les plus utilisés	
Prise de décision domestique⁶ <ul style="list-style-type: none"> - Finance, allocation des ressources, dépenses du ménage - Matière domestique et familiale (nourriture...) - Relative aux enfants (bien-être, scolarité...) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès et contrôle des ressources <ul style="list-style-type: none"> - Accès et contrôle sur l'argent, le revenu familiale, les actifs, budget ... ▪ Mobilité et liberté de mouvement
Indicateurs moins utilisés :	
<ul style="list-style-type: none"> - Contribution économique au ménage - Utilisation du temps et division du travail domestique - Violence conjugale Connaissances managériales <ul style="list-style-type: none"> - Management de la ferme - Connaissances comptables - Contrôle managérial du prêt 	Support social <ul style="list-style-type: none"> - Réseau de support traditionnel - Statut social de la famille d'origine - Actif apporté lors du mariage - Contrôle sur le choix des épouses
Indicateurs moins utilisés :	
Espace publique <ul style="list-style-type: none"> - Participation politique - Confiance dans les actions de la communauté - Développement de collectivité sociale et économique 	Interaction dans le couple <ul style="list-style-type: none"> - Communication dans le couple - Négociations et discussions sur la sexualité - Appréciation dans la famille - Sentiment de sa propre valeur, estime personnelle

Source : Traduction libre de Malhotra et al. (2002, p.25).

⁵ Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes.

⁶La prise de décision et l'accès et le contrôle des ressources sont les deux indicateurs les plus employés pour l'évaluation de l'autonomisation (Nelson G., Lord J., & Ochocka J., 2001) et (Malhotra et al., 2002). Ils se rapportent aux notions de ressources et fonction d'agent actif :

Par ailleurs, le cadre théorique pour mesurer l'autonomisation s'appuie également sur les trois dimensions de Kabeer (2005) : « Ressources » ; « Fonction d'agent actif » et « Réalisations ».

Pendant que des auteurs (Schuler et al., 2010) s'appuient sur les deux premières dimensions et développent des indicateurs en lien avec les différents domaines, cette mesure tridimensionnelle de l'autonomisation, reprise par Musonera et Hesmati (2017), utilise quelques indicateurs relatifs au pouvoir de décision et à la réalisation de soi (Tromlerova et al., 2015 ; Mahmud et Tasmeen, 2014), à la liberté de mobilité ou de choix (Mahmud et al. ; 2012) pour développer l'indice cumulatif (Musonera et Heshmati, 2016) ainsi que des indices composites (WEI, WEAI et WAR) d'autonomisation (Doubogan, 2017).

En s'inscrivant dans la vague des mesures statistiques ou non paramétriques, la plupart des recherches (Lee-Rife, 2010 ; Bado et al., 2014 ; Patrikar et al., 2014) tiennent à la prise en compte de l'indice d'inadéquation pour aboutir à l'indice de parité genre dans la population. Ils tiennent également compte de cinq domaines avec dix indicateurs de mesure. Il est à signaler cependant que l'insuffisance majeure dans cette méthode est relative au choix souvent arbitraire des poids à affecter aux différents indicateurs de mesure.

Conclusion et perspectives :

L'autonomisation de la femme se révèle un concept dynamique, évolutif et contextuel qui intègre plusieurs composantes. Suivant les différents champs d'appréhension, le concept a été présenté dans une large mesure montrant que l'autonomisation est réellement complexe. Cette complexité se réfère également à son caractère multidimensionnel qui la rend difficile à mesurer.

La revue documentaire sur ce thème a permis de distinguer les approches et méthodes variées pour mesurer l'autonomisation et contourner les défis d'ordre conceptuel et opérationnel qui se posent. C'est dans ce sens que le concept peut être mesuré avec différents indicateurs développés suivant l'étude, le contexte et le champ d'expérimentation. Toutefois, autour de cette variété d'approches et de modèles théoriques de mesure, les idées visent en général le même objectif : l'épanouissement de la femme.

L'essentiel de notre contribution étant de souligner le caractère complexe de ce thème, elle constitue à cet effet une base théorique à la communauté scientifique et aux diverses perspectives de recherche, notamment dans le secteur de l'éducation. Quel serait le cadre approprié de mesure de l'autonomisation des femmes participantes aux projets & programmes d'alphabétisation ?

Bibliographie :

[<http://www.undp.org/women/publications.shtml>].

Agence Canadienne de Développement International (ACDI). (1997). Guide des Indicateurs tenant compte des Écarts entre les hommes et les femmes. Hull.

AHNACH, A., & RACHIDI, L. (2022). Entrepreneuriat coopératif féminin et empowerment de la femme : Une exploration de la situation dans la région Souss Massa. *Alternatives Managériales Economiques*, 4(3), 575-593.

Alsop, R., Bertelsen, M. F., & Holland, J. (2006). *Empowerment in practice : From analysis to implementation*. World Bank.

Antrobus, P. (1989). Gender implications of the development crisis. *Beckford and Girvan*, 145-60.

Beegle et al. (2001). Bargaining power within couples and use of prenatal and delivery care in Indonesia. *Studies in family planning*, 32(2), 130-146.

Biewener, C., & Bacqué, M. H. (2011). 4. Empowerment, développement et féminisme : Entre projet de transformation sociale et néolibéralisme. In *La démocratie participative* (pp. 82-101). La Découverte.

Bisnath, S., & Elson, D. (1999). Women's empowerment revisited. Background paper. Progress of the world's women 2000.

Blackden & Bhanu. (1999). *Gender, growth and poverty réduction : special program assistance for Africa. 1998 status report on poverty in sub-sahara Africa, Document technique no. 428, Réduction de la pauvreté et développement*. Banque Mondiale.

Centre de recherches pour le développement international (CRDI). (2018). Exposé de politique – Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF). CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9.

CHERGUI, H. (2022). Culture entrepreneuriale et genre au Maroc : Exploration des profils des femmes entrepreneures à Casablanca. *Alternatives Managériales Economiques*, 4(2), 274-294.

Dahoun, D. B., Manlan, O., Vodonou, C., Mongan, S. M., Mededji, D., & Alofa, J. P. (2013). Microcrédit, pauvreté et autonomisation des femmes au Bénin (No. 1221-2016-98594).

Datta, R. et Kornberg, J. Women in Developing Countries: Assessing Strategies for Empowerment. Lynne Rienner, Boulder, 2002.

Dawson, E. L. (1998). Assessing the impact: NGOs and empowerment. In *Women and Empowerment*, 189-209.

Dicolink : <https://www.dicolink.com/mots/autonomisation>.

DJODJO, G. E. (2021). Entrepreneuriat et autonomisation des femmes : Effet selon le type d'entrepreneur et l'ancrage territorial au Bénin. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(3), 259-281.

Dominguez, A. L. (2005). L'empowerment des femmes dans le cadre de la microfinance coopérative : évaluation d'impacts au Mali. (Doctoral dissertation, École des hautes études commerciales).

- Doubogan Onibon, Y. 2017. « Analyse du niveau d'autonomisation des femmes dans l'agriculture à partir de l'application du "Women's Empowerment In Agriculture Index (WEAI) : étude de cas du Bénin », *Revue des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et Sociales (REMSES)*, n°4, Janvier 2017.
- Dyson M et Moore M. (1983). On kinship structure, female autonomy, and demographic behavior in India, *Population and Development Review*, 9(1):35–60.
- Fonds de développement des Nations unies pour la femme. (2000). *Le progrès des femmes à travers le monde, Rapport Biennal*. New York.
- Hashemi et Sidney R. Schuler, S., and Ann P. Riley. (1996). Rural credit program and women's empowerment in Bangladesh. W. Bank, Éd., 24(4), 635-653.
- Isabelle, G. (2001). Microfinance et autonomie féminine.
- Kabeer, N. (1998). Money can't buy me love? Re-evaluating gender, credit, and empowerment in rural Bangladesh. Institute of Development Studies.
- Kabeer, N. (1999). The conditions and consequences of choice: reflections on the measurement of women's empowerment. 108, 1-58.
- Kabeer, N. (2001a). Reflexions on measurement of women's empowerment, in *Discussing Women's Empowerment*. Sida studies, 3, 17-57.
- Kabeer, N. (2001b). Conflict Over Credit: Re-Evaluation Empowerment potential of loans to Women in Rural Bangladesh. (2001b). 29(1), 63-84.
- Kabeer, N. (2005). « Gender equality and women's empowerment: A critical analysis of the third millennium development goal 1 ». *Gender and Development*. vol. 13. n° 1. pp. 13-24.
- Kagitcibasi, C., Goksen F., et Gulgoz, S. (2005). Functional adult literacy and empowerment of women: Impact of a functional literacy program in Turkey. *Journal of adolescent and adult literacy*, 472-489.
- Kanbur, S. R., & Lustig, N. (Eds.). (2000). *Attacking poverty* (Vol. 23). World Bank Publications.
- Kishor, S. (1995). Autonomy and egyptian women: findings from the 1998 Egypt demographic and health survey. Occasional papers. Macro international Inc.
- Kishor, S. (2000). Women's contraceptive use in Egypt: what do direct measures of empowerment tell us ? paper prepared for presentation at the annual meeting of the population association of America.
- KOUOSSEU, J., & MAFOTSING, F. P. (2021). Protection et Cohésion Sociales sous le prisme du Financement de l'Agriculture Féminine à l'Ouest-Cameroun. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(3), 678-699.
- Laszlo, S. et Grantham, K. (2017). Measurement of women's economic empowerment in GrOW projects: inventory and user guide - <http://hdl.handle.net/10625/56797>
- Le Bossé, Y., Gaudreau, L., Arteau, M., Deschamps, K., et Vandette, L. (2002). L'approche centrée sur le pouvoir d'agir : aperçu de ses fondements et de son application. *Canadian Journal of counseling/Revue canadienne de counseling*, 36 (3), 180-193.

- Lee-Rife, S. M. (2010). Women's empowerment and reproductive experiences over the lifecourse. *Social Science & Medicine*, 71(3), 634-642.
- Mahmud, S. and Tasneem S. (2014). « Measuring empowerment using quantitative household survey data ». *Women's Studies International Forum*. n° 45. p. 90-97
- Malhotra, A. (2003). Conceptualizing and measuring women's empowerment as a variable in international development. *Measuring Empowerment: Cross-Disciplinary Perspectives*.
- Malhotra, A., et Mather, M. (1997). Do schooling and work empower women in developing countries? Gender and domestic decisions in Sri Lanka. *Sociological forum*, 12(4), 599-630.
- Malhotra, A., Schuler, S. R., et Boender, C. (2002). Measuring Women's empowerment as a variable in International Development. 57.
- Mason, K. O. (1986). The status of women: conceptual and methodological issues in demographic studies 1(2). *Sociological forum*, 1(2), 284-300.
- Mayoux, L. (1998). Research Round-Up women's empowerment and micro-finance programmes : strategies for increasing impact. *Development in practice*, 8(2), 235-241.
- Mayoux, L. (1999). Questioning virtuous spirals: micro-finance and women's empowerment in Africa. *Journal of international development*, 11(7), 957.
- Mayoux, L. (2001). Jobs, gender and small enterprises: Getting the policy environment right. ILO Working Papers.
- MkNelly, B., McCord, M. (2001). Credit With Education Impact Review No. 1: Women's Empowerment. *Freedom From Hunger*, 8.
- Musonera, A., & Heshmati, A. (2017). Measuring Women's empowerment in Rwanda. In *Studies on Economic Development and Growth in Selected African Countries* (pp. 11-39). Springer, Singapore.
- Narayan, D. (2000). *Voices of the poor: Can anyone hear us?* New York.
- Nations Unies (1996). *Etude sur la responsabilisation économique des femmes en Afrique et leur rôle dans le développement socio-économique de l'Afrique*. Organisation des Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique, Addis Abeba.
- Nelson G., Lord J., Ochocka, J. (2001). Empowerment and mental health in community: Narratives of psychiatric consumer/survivors. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 11(2), 125-142.
- Oxaal, Z., et Baden, S. (1997). Gender and empowerment: definitions, approaches and implications for policy. Bridge: Institute of Development Studies.
- Patrikar, S. R., Basannar, D. R., & Sharma, M. S. (2014). Women empowerment and use of contraception. *Medical journal armed forces India*, 70(3), 253-256.
- Pitt, M. M., Khandker, S. R. (1998). The impact of group-based credit programs on poor households in Bangladesh: Does the gender of participants matter? *Journal of political economy*, 106(5), 958-996.
- Pradhan, B. (2003). Measuring Empowerment: A Methodological Approach development . *SID On-line Dialogue*, 46(2).

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) (2008). Innovative approaches to promoting women's economic empowerment p.9,

Reeves, H., & Baden, S. (2000). Gender and development: frequently asked questions. BRIDGE.

Sarr, F. (1999). L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : la transformation des rapports de pouvoirs. Editions L'Harmattan.

Schuler, S. R., Islam, F., & Rottach, E. (2010). Women's empowerment revisited: a case study from Bangladesh. *Development in practice*, 20(7), 840-854.

Sen et Grown. (1985). Development, Crises, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives, Development alternatives with women for a new era (DAWN). Monthly Review Press.

Sen, A. (1995). Rationality and social choice. *The American economic review*, 85(1), 1.

Sen, A. K. (1984). Family and Food: Sex-bias in Poverty, in AK Sen, Resources, Value and Development.

Sen, G., et Batliwala, S. (2000). Empowering women for reproductive rights. na.

Stromquist, N. P. (1995). The theoretical and practical bases for empowerment. Women, education and empowerment: Pathways towards autonomy 5, 13-22.

Trommlerova, S.K., Klasen, S. and Lebmann, O. 2015. « Determinants of empowerment in capability-based poverty approach: Evidence from the Gambia ». *World Development*. vol. 66. pp. 1-15.

Ushma, D., & Karasek, D. (2013). Autonomisation des femmes et nombre idéal d'enfants : examen des mesures EDS d'autonomisation en Afrique subsaharienne. *Perspectives Internationales sur la Santé Sexuelle et Génésique*, numéro spécial de 2013, pp. 10-21

Yunus, M. (1996) Beijing & Beyond: Celebrating the Fourth World Conference on Women. UNIFEM, New York, 1996.